

ABDELAZIZ BELKHADEM :**«Bouteflika est au courant de tout ce qui se passe au FLN»**

C'est un Abdelaziz Belkhadem au comble de la colère qui a eu à animer, hier dimanche, au siège du Front de libération nationale à Hydra, une conférence de presse au ton musclé, au lendemain de la session houleuse du comité central : «Dorénavant, je n'accorderai plus de crédit à personne» ! Une menace qu'il adresse aussi bien à ses opposants que contre la presse.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Pas du tout content des comptes-rendus de la presse nationale sur le déroulement des travaux du comité central du week-end dernier à l'hôtel Ryadh de Sidi-Fredj, il lancera à l'adresse des confrères : «Faites les commentaires que vous voulez !»

Quant à ses contestataires, c'est simple : «Désormais, ils n'ont plus le droit de parler au nom du FLN. S'ils le font, ils répondront devant la justice». Belkhadem se considère «conforté dans (sa) fonction de secrétaire général par les membres du comité central», et il cite une motion de 250 membres.

Pour Belkhadem, il n'y avait, vendredi dernier, qu'une dizaine de membres du CC qui demandaient son départ, le restant des membres le soutenant largement. Même le comité des sages ne trouve pas de grâce à ses yeux : «C'était ma proposition dès le départ. Et d'ailleurs, moi j'avais proposé à ce que ce comité soit présidé par Boualem Benhamouda (...) Ils s'avèreront être partie prenante du conflit et je leur ai dit que je ne les reconnais plus en tant que sages.»

Belkhadem relate les différentes rencontres qui l'ont regroupé avec ce comité, depuis la toute première rencontre avec Goudjil, le 3 mars dernier. Il en arrive à la toute dernière, tenue vendredi après-midi à l'hôtel Ryadh, dans une ultime tentative de

débloquer la situation. «Mais nous sommes arrivés à une impasse parce qu'ils voulaient imposer leurs conditions. J'ai refusé car c'est moi qui suis en position de force et pas eux. Si j'ai accepté de les recevoir, c'est par respect à leur âge.» Cela, avant que Belkhadem ne s'engule dans une flagrante contradiction : elle concerne le vote de confiance, l'objet central du litige qui avait bloqué l'ouverture des travaux de la session du comité central.

«Un membre du bureau politique avait attiré mon attention, la veille de cette session, et j'avoue que je ne m'en suis pas rendu compte au départ. Il s'agit de l'article 13 des statuts qui stipule que les membres du comité central délibèrent par vote à main levée.» Soit. Mais lorsqu'il abordera la question de nouveau, un peu plus tard, il affirmera, «qu'en guise de bonne foi, moi j'ai accepté le principe d'un vote de confiance et j'ai même préparé l'urne, les bulletins de vote et même que j'ai proposé la forme de la question de ce vote» ! Mais en place et lieu de tout cela, nous avons eu droit à un tout autre scénario.

Comment Belkhadem a préparé son assaut

«Ils (les contestataires, ndlr) ont pris la tribune de force. Moi je leur ai accordé jusqu'à 16h30 pour évacuer



Photo : Samir Sid

les lieux», dira encore Belkhadem qui, par ailleurs, dément formellement avoir contacté le moindre responsable de la sécurité pour faire intervenir la force publique. «Les services de sécurité ont d'autres missions» soutiendra-t-il. Or, selon une source très bien informée, Belkhadem a, dès la matinée de vendredi, contacté le directeur général de la Sûreté nationale. Ce dernier lui répondra que le lieu de la rencontre dépendait de la Gendarmerie nationale.

Belkhadem contactera alors le général Ahmed Boustilla qui lui signi-

fiera qu'il ne pouvait rien faire sans un ordre de sa tutelle. Contacté à son tour, Dahou Ould Kablia lui demandera, dans un premier temps, de lui adresser une demande de réquisition avant de se rétracter pour lui signifier, enfin, que «la mission des services de sécurité se limitait au maintien de l'ordre sur la place publique, en dehors de l'hôtel. A l'intérieur de l'enceinte, par contre, c'est une affaire strictement partisane qui ne nous concerne pas».

Déçu par ce refus, Belkhadem prétextera la prière du vendredi et donnera au comité des cinq qui

négociait avec lui rendez-vous à 16h00 pour reprendre les discussions. «En réalité, nul ne sait où Belkhadem était allé entre 12h30 et 16h00», nous confiera notre source. «Mais ce qui est certain, c'est que ce n'était pas pour faire la prière, comme le prouve d'ailleurs l'accélération des événements en fin d'après-midi». Belkhadem a-t-il, pour tout résumer, contacté, directement ou indirectement, le président du parti, Abdelaziz Bouteflika ? «Le président est au courant de tout ce qui se passe au parti», dira Belkhadem en personne lors de sa conférence de presse. Y compris dans la journée du vendredi ? Ce qui est certain, deux faits : d'abord, l'accès à la salle des conférences de l'hôtel Ryadh, avec une facilité déconcertante, de pas moins de 200 éléments du service d'ordre du parti, en tout cas pas membres du comité central et qui prendront, par la force, possession de la tribune.

Quelques minutes auparavant, les hauts cadres de l'Etat, membres du comité central du FLN qui étaient à l'intérieur, avaient été alertés que quelque chose allait se passer. Et ils quitteront d'ailleurs les lieux. Belkhadem voulait juste gagner la tribune et annoncer qu'il était en possession d'une motion le soutenant et signée par 221 membres. Une «motion» qui ne sera jamais rendue publique, toutefois. «Nous l'avons remise à l'huissier de justice», expliquera Belkhadem lors de sa conférence de presse.

Sans préciser toutefois que l'huissier de justice en question, établi à Ouargla et non pas à Alger, est un membre du comité central du FLN, partisan de Belkhadem !

K. A.

SUITE À LA CONFÉRENCE DES DISSIDENTS DU PARTI**Touati s'en prend à Ould-Kablia**

La confiance jusque-là affichée par Moussa Touati quant à la vanité de l'action «déstabilisatrice» de ses adversaires semble céder la place à une «inquiétude» somme toute relative pour le moment. Une inquiétude qui a fait sortir, néanmoins, le président du FNA de sa sérénité pour crier à un «poignard dans le dos», accusant le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales d'avoir «béni» le conclave des redresseurs tenu à Djelfa, ce samedi.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - On parlait de recette magique dont devait s'armer tout «postulant» parmi les cadres du FNA afin d'avoir la tête du président du parti jusque-là indéboulonnable. Et les tout derniers détracteurs de Moussa Touati semblent l'avoir «dénichée», cette fois-ci.

Et pour preuve, ils ont réussi à tenir leur conférence des cadres, ce samedi à Djelfa, à l'issue de laquelle ils ont officiellement proclamé le retrait de confiance à Moussa Touati. Un conclave tenu dans une infrastructure publique, une maison de culture, qui n'aurait jamais pu avoir lieu s'il n'y avait pas le quitus nécessaire. Et c'est Moussa Touati en personne qui le reconnaît, en évoquant l'injonction en toute dernière minute faite par le ministre de l'Intérieur au wali de Djelfa d'autoriser cette réunion.

Et au président du FNA de dénoncer son chef de bureau

de wilaya qu'il accuse d'un «double jeu» en transformant cette réunion censée être purement locale en tribune pour les dissidents. «A un certain moment, flairant le manège, le Drag avait refusé de donner suite à la demande de réunion du président du bureau de wilaya du parti, mais il a dû se plier à l'ordre de son supérieur hiérarchique qui lui, à son tour, n'a fait que répercuter l'injonction d'Alger», expliquera Touati. Ce dernier s'en prendra à l'un des instigateurs de cette fronde, Amin Osmani, le nouveau député du parti à Blida, qui s'est de tout temps, dira-t-il, «prévalu d'appui dans les hautes sphères, même militaires».

Une accusation que Mohamed Brahimi, président de la commission de discipline du parti et l'un des dissidents les plus en vue, tiendra à retourner à la face de son auteur en lui faisant rappeler que ce «Amin Osmani était son bras droit

durant cinq ans». «Il est mes yeux et mes oreilles, ne cessait de nous ressasser Touati à chaque fois», dira notre interlocuteur pour qui le président du parti a creusé de ses mains sa «propre fosse» en déclarant en pleine session du conseil national du parti avoir «négocié 50 sièges à l'APN et qu'il essayait d'en avoir plus». D'où, estimera Brahimi, «la bousculade aux candidatures aux dernières législatives qui a permis à Touati d'amasser une bonne cagnotte par la grâce, dira-t-il, des dîmes qu'il a imposées aux postulants».

L'ancien président de la commission de discipline au sein du FNA accusera, à son tour, Moussa Touati de faire dans la dilapidation de l'argent du parti, en voulant pour preuve la dernière «invitation» faite à ses «congressistes» par le biais d'une «coûteuse» page publicitaire dans un quotidien national. Des congressistes dont la majorité, selon toujours Brahimi, ont été de «notre conférence des cadres d'avant-hier». «Publicité qu'il ne s'est jamais permis par le passé et qu'il ose maintenant rien que pour faire diversion et se maintenir à la tête du parti.»

Notre interlocuteur fera part du dépôt au niveau du département de l'intérieur des rapports

de la conférence des cadres de ce samedi avec les décisions prises, notamment celles liées au retrait de confiance à Moussa Touati à la tête du parti, la mise sur pied d'une commission de préparation d'un congrès extraordinaire et d'une autre commission d'audit qui aura à faire toute la lumière sur la gestion financière du parti.

Cette nouvelle donne semble donner à réfléchir à Touati qui, sentant apparemment le vent souffler dans le mauvais sens, affirmera «prendre attache avec la wilaya d'Alger aujourd'hui même (hier, ndlr) pour en savoir un peu plus sur la demande de tenue du congrès ordinaire du parti prévu pour jeudi et vendredi prochains à la salle Atlas d'Alger, déposée le 3 juin dernier».

Et à défaut d'une réponse claire, le président du FNA soutiendra «solliciter aussitôt le tribunal administratif de Bir-Mourad-Rais». Ceci quoique, tiendra-t-il à préciser, «les préparatifs vont bon train pour ce rendez-vous organique de tous les enjeux. Le fait d'avoir avancé le congrès est conforme aux statuts du parti pour nous permettre de nous préparer aux prochaines échéances électorales».

M. K.

**HARCÈLEMENT
DE MILITANTS SYNDICAUX
ET ASSOCIATIFS****Le RDL dénonce une
chasse aux sorcières**

Quatre militants syndicaux et associatifs, Othamane Aouameur, Yacine Zaid, Lakhdar Bouzini et Abdou Bendjoudi, sont convoqués à comparaître demain mardi devant le tribunal de Bab-El-Oued. Ils sont appelés à répondre du chef d'inculpation «d'incitation à attroupement non armé». Le réseau de défense des libertés et de la dignité (RDL) dénonce un procès en sorcellerie.

Le réseau, qui se solidarise avec les quatre militants cités à comparaître demain mardi mais aussi avec l'ensemble des militants victimes de répression policière et d'harcèlement judiciaire, appelle, dans un communiqué public, les «autorités algériennes à mettre un terme aux actes de harcèlement à l'encontre des défenseurs des droits de l'Homme, des libertés d'expression, de manifestations pacifiques et d'association».

Le RDL note que «dans la foulée de cette démarche répressive, le parquet du tribunal de Sidi M'hamed a requis 3 ans de prison et 2 millions de centimes d'amende à l'encontre de Tarek Mammeri pour avoir posté des vidéos sur internet appelant au boycott des législatives. L'affaire a été mise en délibéré et le verdict sera prononcé le 27 juin». La réaction concédée durant la période de campagne électorale semble terminée. Le pouvoir entreprend de fermer les espaces d'expression qu'il a fait mine d'ouvrir pour les besoins de l'opération électorale. De plus en plus de syndicalistes et de militants associatifs voient s'abattre sur eux les foudres de la répression administrative et du harcèlement judiciaire. «Pour les militants algériens, la participation à un rassemblement ou à une action de tractage est punie d'une journée au commissariat où ils sont questionnés par une véritable police politique qui joue même le rôle d'inquisition puisque les interrogatoires répétitifs et leur fichage illégal portent sur leurs convictions politiques et religieuses», dénonce le réseau.

S. A. I.